



Commune  
de  
FAA'A



N° 301/2013

FAA'A, le 17 octobre 2013

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation :

11 octobre 2013

Date d’Affichage :

11 octobre 2013

Date de séance :

17 octobre 2013

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : ..... 35  
PRESENTS : ..... 18  
PROCURATIONS : .. 05  
VOTANTS : ..... 23  
POUR : ..... 23  
CONTRE : ..... 0  
ABSTENTION : ..... 0

Le jeudi 17 octobre 2013 à 8 h 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s’est réuni dans la salle du Conseil Municipal de la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur le Maire, Oscar Manutahi TEMARU, et ce conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux communes de Polynésie Française.

Étaient présents :

| Nom – Prénom                            | Prés. | Abs. | Procuration    |
|---|-------|------|----------------|
| TEMARU Oscar                            | X     |      |                |
| TOKORAGI Désiré                         | X     |      |                |
| MAKER Robert                            | X     |      |                |
| CERAN-JERUSALEM Y André                 | X     |      |                |
| TERIITEHAU Roberto                      |       |      | CERAN-J A.     |
| MAI Gérard                              | X     |      |                |
| VANAA Emma                              |       | X    |                |
| HATETE épouse TAHARAGI Linda            | X     |      |                |
| CHIN FOO Rosina                         | X     |      |                |
| LAURENT Victoire                        | X     |      |                |
| TEAHU épouse PEREYRE Lucie              |       | X    |                |
| TEKURARERE Eugène                       |       | X    |                |
| RAAPOTO Jean-Marius                     | X     |      |                |
| TAUMATA Animera                         |       | X    |                |
| TEURU Germain                           | X     |      |                |
| LO Tai Chan André                       | X     |      |                |
| FARIUA Totoarii                         |       |      | LO T.          |
| TEFAATAU-FIRUU épouse MATI Juliana      |       | X    |                |
| TEAUNA épouse POIA Clarisse             | X     |      |                |
| TETUAITEROI Georges                     | X     |      |                |
| NIVA Pauline                            |       |      | ZIMA L.        |
| AUBRY Gilles                            |       | X    |                |
| ZIMA Laurence                           | X     |      |                |
| ARII épouse BARFF Ema                   |       |      | TETUAITEROI G. |
| RUA épouse BARFF Linda                  | X     |      |                |
| NENA Tauhiti                            |       | X    |                |
| MAMATUI épouse GRAND-PITTMAN Anne-Marie |       |      | TAHARAGI L.    |
| TETAVAHU Célia                          |       | X    |                |
| MAAMAATUAIAHUTAPU-LE CAILL Maurea       |       | X    |                |
| TEMAURI Jean                            |       | X    |                |
| FULLER Thilda                           | X     |      |                |
| TETUANUI Noa                            |       | X    |                |
| BOUISSOU Jean-Christophe                | X     |      |                |
| AH LING épouse YNAM Barbara             |       | X    |                |
| APUARII Léon                            | X     |      |                |

**Objet :** autorisant le Maire à signer l’avenant à la convention de partenariat avec la Direction de l’Enseignement Catholique

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Le Président de séance



Oscar Manutahi TEMARU

Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice, qui sont au nombre de 18, il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux communes de Polynésie Française, à la nomination d'un secrétaire de séance pris dans le sein du Conseil Municipal, Désiré TOKORAGI ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a acceptée.

Madame Victoire LAURENT a ensuite exposé à l'assemblée que :

*Par délibération n°64/2011 du 30 août 2011, le conseil municipal autorise le maire à signer une convention de partenariat avec la Direction de l'Enseignement Catholique.*

*Cette convention définit les conditions de participation de la Commune aux charges de fonctionnement des écoles et cantines de l'enseignement catholique du premier degré, conformément aux dispositions de l'article 14 du Contrat d'association à l'enseignement public conclu le 5 novembre 1974 entre l'Etat et les établissements d'enseignement du 1<sup>er</sup> degré de la mission catholique.*

*Compte tenu de la baisse des dotations du FIP depuis 2011, le conseil municipal autorise le maire, par délibération n°199-2012 du 11 décembre 2012, à signer un avenant à la convention afin que, à l'instar des écoles publiques communales, toute nouvelle baisse des dotations du FIP soit répercutée sur la participation de la commune aux charges de fonctionnement de ces écoles, plus particulièrement sur le forfait pour l'entretien des élèves.*

*A ce jour, la subvention due aux écoles catholiques du premier degré pour cette année 2013 n'a pu être versée, et ce malgré l'inscription des crédits nécessaires au budget principal. En effet, par courriers datés du 14 juin et 28 août 2013, la Direction Générale des Finances Publiques informe la commune du rejet des mandats afférents, les montants et les conditions d'utilisation de la subvention n'ayant pas été mentionnés dans la convention.*

*Aussi il convient d'autoriser le maire à signer un nouvel avenant à la convention afin d'y préciser les montants des subventions versées aux écoles catholiques du premier degré.*

*C'est l'objet du projet de délibération qui vous est proposé, conformément à l'avis de la Commission des finances et ressources humaines du 10 octobre 2013.*

Le Conseil Municipal, après avoir entendu, l'exposé de Madame Victoire LAURENT :

- Vu** la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** la loi n°71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n°31/AA du 6 janvier 1972 ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** l'arrêté n°173/AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu PIRAE et FAA'A et étendant à ces communes toutes les dispositions applicables à celles de PAPEETE et d'UTUROA conformément à l'article 58 du décret n°57-812 du 22 juillet 1957 ;
- Vu** le contrat d'association conclu le 5 novembre 1974 entre l'Etat et les établissements d'enseignement du 1<sup>er</sup> degré de la mission catholique ;
- Vu** la délibération n°30/2010 du 30 avril 2010 portant nomination des délégués auprès des associations subventionnées par la Commune de Faa'a ;
- Vu** la délibération n°64/2011 autorisant le maire à signer la convention de partenariat avec la Direction de l'Enseignement Catholique
- Vu** la délibération n°199/2012 autorisant le maire à signer un avenant à la convention de partenariat avec la Direction de l'Enseignement Catholique
- Vu** le courrier n°05-409/DEC/DEP du 7 décembre 2005 relatif au FIP scolaire pour l'année 2006 ;
- Vu** la circulaire de la DIPAC N°HC 66/DIPAC/BJC en date du 18 janvier 2010 ;
- Vu** le courrier de la Direction de l'Enseignement Catholique n°ML/JFT-065-2011 en date du 21 mai 2011 ;

- Vu le projet d'avenant n°2 à la convention de partenariat du 12 septembre 2011 entre la Commune de Faa'a et la Direction de l'Enseignement Catholique ;
- Vu le rapport de présentation ainsi que les décisions prises par les membres de la commission des Finances dans sa séance du 10 octobre 2013

Dans sa séance du 17 octobre 2013 ;


### ADOpte A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Maire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat du 12 septembre 2011 avec la Direction de l'Enseignement Catholique.

**Article 2** : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 3 mois à compter de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat, et est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait et délibéré à FAA'A, le 17 octobre 2013

Le Président de séance

  
Oscar Manutahi TEMARU



Le Maire de la Commune de Faa'a atteste, sous sa responsabilité, que le présent acte a été transmis au Haut commissaire de la République en Polynésie française le **18 OCT. 2013** et affiché le **18 OCT. 2013**



**COMMUNE DE FAA'A**  
 --ooOoo--  
 DIRECTION GENERALE DES SERVICES  
 Cellule des Marchés publics  
 --ooOoo--

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT  
 DU 12 SEPTEMBRE 2011 ENTRE LA COMMUNE DE  
 FAAA ET LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT  
 CATHOLIQUE EN POLYNESIE FRANCAISE**

|   |  |
|---|--|
| <b>COLLECTIVITE</b>   | <b>: COMMUNE DE FAA'A</b>  |
| <b>TITULAIRE</b>  | <b>: DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT<br/>CATHOLIQUE EN POLYNESIE<br/>FRANCAISE</b> |
| <b>CONDITIONS DE L'AVENANT</b>  |  |
| <b>MONTANT</b>  | <b>: 78 627 234 FCP</b>  |
| <b>IMPUTATION BUDGETAIRE</b>  | <b>:</b>   |
| <b>DATE DE L'AVENANT</b>  | <b>:</b>   |
| <b>DATE DE NOTIFICATION</b>   | <b>:</b>   |
| <b>DELIBERATION</b>   | <b>:</b>   |
| <b>ORDONNATEUR ET PERSONNE<br/>HABILITEE A FOURNIR DES<br/>RENSEIGNEMENTS</b> | <b>: MAIRE DE LA COMMUNE DE FAA'A</b>  |
| <b>COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE<br/>CHARGE DU PAIEMENT</b>                   | <b>: TRESORIER DES ILES DU VENT, DES<br/>ILES AUSTRALES ET DES ARCHIPELS</b>   |

|   |
|---|
| <b>CONVENTION DE PARTENARIAT DU 12 SEPTEMBRE 2011</b><br><b>AVENANT N°2</b> |
|---|

Entre les soussignés :

- 1- **La Commune de Faa'a**, ayant son siège à Faa'a PK 4 côté mer, représentée par monsieur le Maire en la personne de monsieur Oscar Manutahi TEMARU ou son représentant, dûment habilité par délibération du conseil municipal n°, ci-après dénommée **la commune** ;

d'une part,

Et

- 2- **La Direction de l'Enseignement Catholique en Polynésie française**, représentée par Mme Solange MAILION, Directrice et personne physique civilement responsable de la gestion des établissements et signataire du contrat d'association, représentant les écoles de l'enseignement du premier degré domiciliées dans la commune de Faa'a : l'école maternelle Notre Dame des anges et l'école élémentaire Saint-Hilaire :

d'autre part,

### **ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2.1 de la convention de partenariat du 12 septembre 2011

### **ARTICLE 2 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

L'article 2.1 est complété comme suit : « Les montants des dotations allouées aux écoles pour l'année 2013 sont :

- Pour l'école Notre Dame des Anges : de 37 265 128 F CFP
- Pour l'école Saint-Hilaire : de 41 362 106 F CFP »

### **ARTICLE 3 - CLAUSE DE RENONCIATION**

Le titulaire renonce à toute réserve ou réclamation concernant l'exécution de la convention, liée ou non à l'objet du présent avenant, pour tous faits antérieurs à la signature de cet avenant.

### **ARTICLE 4 - AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses et conditions de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à FAA'A, le

La Direction de l'Enseignement  
Catholique,

**La directrice**

La commune de Faa'a,

**Pour le Maire empêché**  
**La 9<sup>ème</sup> adjointe au Maire**

**Solange MAILION**

**Victoire LAURENT**

*Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »*